

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

Le PIB réel a augmenté de 1,8 % en Côte d'Ivoire en 2020, bien en dessous de sa croissance de 6,4 % en 2019, en raison de la perturbation causée par la COVID-19 dans la plupart des secteurs économiques du pays. L'affaiblissement de la demande mondiale a durement touché les secteurs d'exportation de la Côte d'Ivoire qui ont tous chuté : l'agriculture de 2,2 %, les industries agroalimentaires (1,3 %), la foresterie (-16,5 %), les industries minières (-4,8 %), les produits du pétrole (-26,9 %) et les transports (-1,8 %). L'inflation est passée de 0,8 % en 2019 à 1,8 % en 2020, du fait des prix plus élevés des denrées alimentaires et des transports dans un pays qui a connu les taux d'infection à la COVID-19 les plus élevés d'Afrique de l'Ouest. Le financement des dépenses supplémentaires de santé et le soutien économique, principalement par des prêts, projets et programmes et des emprunts sur le marché financier régional, ont provoqué l'augmentation du déficit budgétaire, de 2,3 % du PIB en 2019 à 5,5 % en 2020. Le déficit de la balance courante a presque doublé, de 1,9 % du PIB en 2019 à 3,5 % en 2020, en raison de la hausse des importations et de la chute des exportations.

Perspectives et risques

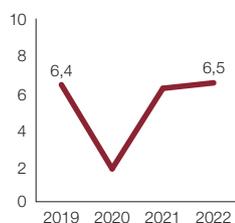
Les perspectives pour 2021-2022 dépendront du contrôle mondial de la pandémie de COVID-19 d'ici au second semestre 2021, et de la mise en œuvre du Plan de développement national (PND) 2021-2025, qui vise à conserver un environnement sociopolitique stable et à augmenter la mobilisation des ressources intérieures. L'économie ivoirienne devrait connaître une forte relance, avec une croissance du PIB de 6,2 % en 2021 et de 6,5 % en 2022, portée principalement par les secteurs de l'agriculture, de la construction, les produits pétroliers, les transports et le commerce, l'investissement et la consommation. Dans le même temps, l'inflation devrait

diminuer à 1,4 % en 2021, et repartir à 1,6 % en 2022. Sous l'effet de la reprise économique, le déficit budgétaire devrait diminuer à 4,3 % du PIB en 2021, puis à 3,3 % en 2022. La reprise des exportations devrait entraîner une légère réduction du déficit de la balance courante avec un taux de 3,3 % du PIB en 2021 et de 2,9 % en 2022. Les principaux facteurs de risques pour ce scénario favorable sont une pandémie qui dure au-delà des six premiers mois de 2021, la détérioration de la situation sociopolitique interne et des prix des principaux produits d'exportation du pays, ainsi qu'une mauvaise mobilisation des ressources internes et externes.

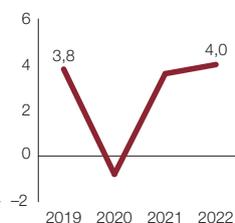
Questions et options de financement

Le stock de l'ensemble de la dette publique a augmenté en moyenne de 14 % par an entre 2015 et 2019, en lien avec les besoins de financement du programme d'investissement public du PND 2016-2020. L'encours de la dette publique, qui était de 37,9 % du PIB à la fin de 2019, devrait croître à 41,7 % du PIB en 2020 et se stabiliser à une moyenne de 42,5 % du PIB sur la période 2021-2022, bien en dessous du seuil de 70 % fixé par l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest. En 2019, 65,7 % de la dette publique était extérieure, la moitié étant constituée d'euro-obligations d'un montant d'un (1) milliard de USD, émises en avril 2020, un quart de la dette publique était détenue par des institutions multilatérales, un peu moins de 20 % étaient composés de prêts bilatéraux, et le reste, de prêts privés. Pour la période 2020-2040, le risque de surendettement semble modéré, pour la dette extérieure comme pour l'ensemble de la dette publique. Cependant, la capacité à gérer de grands chocs externes reste limitée. En raison de leur accès restreint aux ressources concessionnelles, les autorités devraient favoriser le financement semi-concessionnel plutôt que le financement privé, tout en élargissant la base imposable afin de renforcer leurs efforts de mobilisation des ressources intérieures.

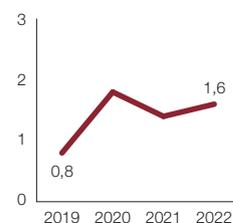
Taux de croissance du PIB réel (%)



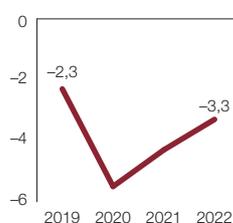
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



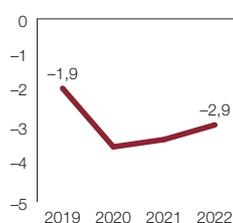
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.